

L'Italie en 1943, entre guerre et révolution, par Giulio Romano

La chute du fascisme déchaîne une énorme offensive ouvrière. Le gouvernement répond par la violence. Aucun bilan précis de la répression pendant les 45 jours du premier gouvernement **Badoglio** n'a encore été fait. Environ 35 000 personnes sont passées devant le tribunal militaire. De Luna fait l'hypothèse de 93 morts et 536 blessés. Pietro Bianconi montre la nécessité et les difficultés d'une enquête aujourd'hui. Pourquoi encore une telle incertitude ? Des faits embarrassants pour ceux qui veulent voir dans le gouvernement Badoglio la renaissance de la « *démocratie* » et pour ceux qui ont collaboré avec lui ? Quelles forces ont renversé **Mussolini** et soutenu Badoglio ? Quelle fut la politique des staliniens et des autres tendances politiques dans le mouvement ouvrier ?

La crise du régime fasciste accentua la division au sein de la classe dominante, surtout dans la deuxième moitié de 1942. Les documents publiés en 1964 par le Département d'Etat américain ont prouvé que les premiers sondages en vue d'une paix séparée, pris par **Ciano** à travers l'ambassadeur italien à Lisbonne, datent de décembre 1942. En janvier 1943, Badoglio fit savoir aux Anglais qu'il était prêt à recevoir leur aide pour remplacer Mussolini.

Le régime fasciste était entré en guerre déjà profondément divisé. Ciano, ministre des affaires étrangères, proche de la bourgeoisie industrielle avait soutenu « *que plus que militaire l'impréparation était politique* ».

A la fin de 1942, les chefs militaires avaient compris que l'Axe avait perdu la guerre. En décembre 43, les Alpines qui avaient survécu à la Russie scandaient « *A bas Mussolini, assassin des Alpines* » dans les trains qui les rapatriaient. Au début de février 1943, Mussolini remania son gouvernement. La crise du régime se manifestait par l'approfondissement des divisions de la classe dominante.

Un ouvrier du PCI de Fiat Grandi Motori, **Carretto**, racontera plus tard que de nombreux ouvriers avaient perdu en définitive de 10 à 15 kilos par rapport à leur poids normal. Comme dans toute guerre, la bourgeoisie avait besoin de tendre au maximum ses forces, pressant les travailleurs jusqu'à la limite de leur résistance physique. Les bombardements des Alliés frappaient surtout les centres industriels. Les abris anti-aériens furent les premiers endroits où l'hostilité à la guerre s'exprima ouvertement.

Intrigues en-haut

Pendant les premiers mois de 1942, **Mussolini** avait reçu un à un tous les Fédéraux d'Italie: leurs rapports étaient préoccupants. Utilisant un langage très diplomatique, car ils avaient peur de dire la vérité au Duce, nombre d'entre eux laissaient quand même entendre qu'il y avait des problèmes : l'absence d'une adhésion populaire à la guerre, la perte du contrôle sur les jeunes et la démoralisation dans les rangs du parti fasciste, le PNF et de la milice (MVSN). Les rapports des commissaires de police étaient encore plus directs et alarmants, enregistrant l'augmentation des « *activités subversives* ».

C'est dans ce contexte que mûrissaient les intrigues de la Maison de Savoie, de la caste militaire et de la Fronde fasciste — Grandi, Ciano, Bottai et tous les autres —, pour écarter Mussolini. Trahison et double jeu ne manquaient pas. Le Vatican aussi se remuait pour favoriser une solution de rechange et multipliait les prises de contact et les échanges de services avec les Anglo-Américains. Un rapport de l'OSS avait défini le Vatican comme « *le repaire de l'espionnage anglo-américain* ».

Explosion sociale en bas

« *La discipline de guerre, les vexations des patrons, la présence de la milice dans nombre d'ateliers, les rations insuffisantes, les bombardements, les nouvelles du front, contribuent aujourd'hui à un état*

d'esprit que certains n'hésitent pas à qualifier de prérévolutionnaire », note le 8 février Lizzadri, un ancien « terzino » après une réunion avec d'anciens responsables du PSI reconstitué.

Bientôt les grèves de mars 43 porteront un coup mortel au régime. Quelques 150 000 ouvriers (94 000 au Piémont) font grève et affrontent l'appareil de répression fasciste pour la première fois depuis presque vingt ans. La répression ne fonctionne pas, au contraire, la grève s'élargit à tout le Piémont, et, à partir de la mi-mars, à la Lombardie. La grève se politise : on revendique la libération de tous les ouvriers arrêtés, la fin de la guerre, et, toujours plus fort, celle du fascisme.

Le 3 avril, après avoir reçu une lettre de mise en garde alarmée de Farinacci, Mussolini cède sur presque toutes les revendications économiques ; puis il licencie le secrétaire du parti fasciste qu'il remplace par un squadrisme de la première heure, mis à l'écart pour son anti-catholicisme lors de la période de normalisation, puis le secrétaire du syndicat fasciste des travailleurs de l'industrie.

La faiblesse de l'autorité de l'Etat donnait aussi plus de courage aux paysans et il y avait des cas d'insubordination et une grande hostilité aux livraisons. Les plus mécontents sont les paysans pauvres et les ouvriers agricoles.

L'opposition au régime grandissait aussi à l'université. Des groupes antifascistes apparaissent dans plusieurs villes universitaires. A Rome les manifestations d'étudiants antifascistes avaient de plus en plus un caractère public : l'université fut fermée dix jours après une diffusion de tracts pour le 1^{er} mai.

Bourgeoisie et antifascisme

Comprenant qu'il est assis sur un volcan, le patronat commence à se démenier à droite et à gauche dans des initiatives « *antifascistes* ». **Mattioli**, directeur de la Banque commerciale se fit le promoteur d'un cercle de soutien des vieux libéraux où s'affilient de nombreux banquiers et futurs démocrates-chrétiens et des gens du Parti d'Action. Beaucoup de généraux qui préféraient un coup d'Etat contre Mussolini reçoivent des promesses d'aide des milieux d'industriels. Le président de la Banque populaire de Novare, le sénateur **A. Rossini** patronna un rassemblement d'hommes d'affaires favorables à la « *solution Grandi* », « *le Darlan italien* ». **A. Pirelli**, **Donegani** et **Giuseppe Volpi** s'activaient. Aucun ne voulait voir le capitalisme sombrer avec le fascisme. Les libéraux les plus importants s'éveillèrent de leurs vingt années de torpeur et tentent de s'approcher du roi.

Le leader de l'antifascisme libéral était **Bonomi**, exclu du PSD en 1911, dont le gouvernement a en 1920 contribué à l'accession de Mussolini au pouvoir. En février 43, il confia ses préoccupations sur l'avenir de la monarchie, au dirigeant socialiste **Agnani**. Inquiet de l'aveuglement et de la maladresse du roi, Bonomi s'offrait comme conseiller du roi et de la classe dirigeante pour « *sauvegarder la nouvelle démocratie et l'unité nationale* ».

Complot des staliniens et de la monarchie : le PCI suit

La direction du PCI soutenait une politique d'union nationale et utilisait ses intellectuels (**Marchesi**, **Geymonat**, **Antonio Giolitti**, **Amendola**) pour faire pression sur la classe dominante et la monarchie pour qu'elles écartent Mussolini. Pour eux, il s'agissait d'accompagner une solution de la crise d'en haut d'une pression d'un mouvement d'en bas. Fin mai, Marchesi et Geymonat, au compte du Centre interne, avaient pris les premiers contacts avec les milieux monarchistes. Le 26 mai, la princesse **Maria José** fut informée que la direction du PCI soutiendrait éventuellement un coup d'Etat monarchique, par le professeur **Carlo Antoni**, contacté précédemment par son collègue **Concetto Marchesi**, latiniste connu. Le 4 juin, Geymonat, introduit par Giolitti, rencontra le libéral Lupinacci et les « sénateurs » Bonomi, Casati et Bergamini pour relancer l'affaire ; la ligne argumentaire des staliniens était simple :

les grèves de mars avaient montré la force de la classe ouvrière, et il fallait maintenant la combiner à celle des militaires « *l'autre grande force du pays* ».

Pompeio Colojanni, militant du PCI depuis des années, lieutenant à Pinerolo, proposa à **Cadorna** une initiative des militaires, une sorte de *pronunciamento* contre le Duce et l'Allemagne. Cadorna, selon une de ses nécrologies, aurait répondu que ce serait pure folie, car rien ne pouvait se faire sans un ordre du roi.

Antonio Roasio, un des fondateurs du Centre interne du PCI, soutint ouvertement que le pacte d'unité d'action avec PSI et PS ne suffisait pas et qu'il fallait l'élargir aux autres forces politiques existantes en Italie : libéraux, catholiques, badogliistes et monarchistes...

Encore une fois, les dirigeants du mouvement ouvrier utilisaient l'état de guerre pour justifier leur refus de lutter pour les objectifs historiques de la classe ouvrière (définis avec mépris « *prétendus intérêts de classe* ») sur l'autel d'une « *union sacrée* » contre les « *traîtres fascistes* ».

La reconstruction de la ligne politique du PCI, pendant les mois qui précèdent la chute du fascisme, donne une réponse sans appel aux historiens qui ont essayé de présenter « *le tournant de Salerne* » de **Togliatti** comme une nouveauté. Au printemps de 1944, pendant la discussion, Negarville se souvenait qu'« *avant le 25 juillet, le parti s'inspirait d'une conception large du front national qui nous réunissait tous, y compris fascistes et dissidents, qui, pour une raison quelconque se sont opposés à la dictature mussolinienne. Après le 25 juillet, nous avons fait un gouvernement également avec lui* ».

Le PSI, en dehors de quelques déclarations plus à gauche, porta plus loin la ligne élaborée par le PCI. Après la déclaration commune du 21 juin, dans laquelle il abandonnait formellement le préjugé antimonarchique, **Lizzadri** se justifie en disant : « *Si l'unité antifasciste exige l'abandon de notre antimonarchisme de principe pour le moment, nous devons faire de nécessité vertu. Nous pensons que notre position n'est pas si rigide* ». Il apparaît alors clairement la raison pour laquelle Lizzadri manifeste ce mélange de critique et de paternalisme pour les jeunes Romains (Vecchiotti, Zagari, Vassali, Corona, Matteo Matteotti) qui, ayant eu une discussion avec les dirigeants nationaux du PSI, voulaient absolument savoir ce que serait la société « **après** » la chute du fascisme.

Ce groupe de jeunes, certains du Mouvement d'unité prolétarienne (MUP), d'autres de l'union proletaria italiana (UPI) d'autre encore proches de *Scintilla*, noyau du Mouvement communiste d'Italie adhèrent au PSI et furent pendant un certain temps une épine dans le flanc de la direction nenniste « *Les jeunes Turcs* » comme les appelait Nenni, n'hésitèrent pas à critiquer l'accord et l'esprit de conciliation des membres de l'exécutif du PSI dans les débats de juin — début du Comité des Oppositions, la même période dans laquelle Nenni invitait les jeunes à « *ne pas se laisser faire par de jeunes communistes qui ont perdu leurs liens avec leur parti en prison ou à l'étranger* » et « *nous ne connaissons pas les raisons de leur rupture* » (*sic*). On redoutait sans aucun doute la jonction des oppositions de gauche du PSI et du PCI. Le contrôle de la jeunesse socialiste se fit plus lourd en 1944 quand y entrèrent pour quelques mois les trotskystes dirigés par Nicola di **Bartolomeo (Fosco)**. La réunion milanaise du 24 juin et du 4 juillet des partis qui allaient former le Comité de Libération nationale (CLN), aboutirent à un zéro de fait. PCI et PSI reproposèrent d'organiser une « *insurrection nationale* » soutenue par une grève générale et par l'armée, afin de chasser Mussolini et d'obliger la monarchie à former un gouvernement « *démocratique, composé de tous les partis antifascistes* ». Cette proposition fut combattue d'une part par les libéraux et démocrates chrétiens opposés à tout appel à une intervention des masses, de l'autre par le Parti d'Action et le MUP de Lelio **Basso** sur la question républicaine.

Un document du Centre interne du PCI, mentionné dans l'histoire du PCI de Spriano mais inédit, contient des jugements significatifs sur les autres partis de ce qui s'appelle au 9 septembre le Comité des Oppositions. Le jugement le plus dur porte sur le MUP, une formation centriste typique,

« née avec un programme de révolutionnarisme verbal. Son étiquette est celle de la révolution prolétarienne dont le programme est présenté comme l'unique alternative au fascisme... Sa tactique, si on peut parler de tactique, elle est ou plutôt était celle de l'intransigeance révolutionnaire ; aucune collaboration avec les partis bourgeois, accords limités avec les partis ouvrier. Dans leur for intérieur, les hommes du MUP pensent être les héritiers du PC lequel après avoir abandonné le terrain de l'intransigeance se situent sur celui de l'opportunisme. Ce n'est pas par hasard que les plus grands efforts de recrutement du MUP se sont faits en direction des exclus de notre parti. »

Méprisants, surtout à l'égard ceux qui se situent à gauche, en pleine tradition stalinienne, les dirigeants du PCI considéraient avec satisfaction ou soulagement les hésitations du MUP qui, *« nonobstant son intransigeance verbale, acceptait de pénibles compromis par peur de rester isolé »*. Spriano se souvenait que les commentaires les plus positifs étaient faits sur *« le groupe de Révolution libérale qui semblait inspiré d'un esprit sincèrement unitaire et ses hommes ceux qui comprenaient le mieux et appréciaient le plus notre parti et la ligne du Front national »*.

PCI 1935-1943

En août 1943, les services secrets des Etats-Unis caractérisaient la politique du PCI dans une circulaire interne :

« La nouvelle ligne suivie par les dirigeants communistes italiens montre l'opportunisme qui, depuis 1935, a caractérisé les directives de Moscou et de ses partisans dans les autres pays, en contraste avec le caractère catégorique du programme de 25 année quand une situation comme la situation italienne aurait poussé à l'installation des soviets et à la reconstruction de la société sur des bases marxistes. A présent, dans la nouvelle vision communiste, la structure existante de la société doit être conservée et le mot de "démocratie" est employé continuellement. »

La politique du PCI ne peut être comprise sans une analyse de l'évolution de la IIIe Internationale, dissoute sans discussion le 15 mai 1943 sur proposition du présidium du Comité exécutif de la Comintern.

La IIIe Internationale avait subi le même processus de dégénérescence bureaucratique qui a conduit en URSS au stalinisme. Née comme parti mondial de la révolution socialiste, l'IC s'est transformée en un organisme dominé par les intérêts conservateurs de la caste dominante au pouvoir en URSS. Instrument de la diplomatie soviétique, l'IC fut dissoute d'autorité par Staline pour donner aux Alliés du front dit « antifasciste » une assurance d'avenir sur ses « *bonnes intentions* ». L'IC vidée de son contenu et opprimée par l'arbitraire bureaucratique, sa dissolution, comme l'a reconnu Seeehia « *suscita évidemment une discussion mais pas d'émotion* ». C'est à cette occasion, pour souligner son « *caractère national* » que le Parti communiste d'Italie (PCd'I) changea son nom en Parti communiste italien, PCI, et adopta aussi les trois couleurs parmi ses symboles. Mais il n'y a que peu de documents sur la discussion qui se développa là-dessus dans les groupes communistes clandestins... L'idée prévalait que la dissolution de l'IC n'était qu'une simple manœuvre, une tactique afin de poursuivre les objectifs pour lesquels l'IC était née et que cela ne pouvait nullement altérer le contenu politique et de classe du parti. Ainsi s'exprimait par exemple un groupe de l'Aquila, le Comital (partito comunista, cormtato italiano) dans un document traitant de la dissolution de l'IC !

« Nous voulons avoir la certitude que le mouvement ouvrier soit remis aux mains des prolétaires honnêtes, conscients et d'une fidélité éprouvée : nous ne pouvons permettre que dans la légèreté d'une improvisation, on donne des responsabilités de direction du mouvement ouvrier italien à des éléments venus d'autres classes (intellectuels notamment) sans préparation marxiste sérieuse et sans un passé qui garantisse leurs sentiments ».

Mais la IIIe Internationale se tournait vers une politique de concessions à la Deuxième. L'une des applications les plus extrêmes de la politique de Front populaire le fameux *Appel aux frères en chemise noire*, d'août 1936, dans lequel on invitait « *les forces saines du fascisme* » à s'organiser dans un front national anti-hitlérien. Le groupe dirigeant du PCI n'avait pas un mot sur Mussolini, s'engageait à lutter pour le programme fasciste de 1919, « *programme de liberté* » et pour l'indépendance nationale. Quelques mois après cet appel, **Montagnana** n'en contestait pas la validité et soulignait :

« Nous devons avoir le courage de dire que nous ne proposons pas d'abattre le fascisme. Nos objectifs sont... les libertés démocratiques en régime fasciste ».

Opérant son énième zigzag, la direction du PCI reprend la politique du bloc avec les socialistes et les forces démocratiques bourgeoises

La signature du pacte **Molotov-Ribbentrop** en août 1939 provoqua un nouveau tournant. Après cinq années d'adulation des démocraties occidentales et de dénonciation monotone des agresseurs fascistes, le Kremlin redécouvrit l'impérialisme criminel de la France et de l'Angleterre. Dans cette période, les PC du monde entier, obéissant aux directives de Moscou avaient pour cibles principales les impérialistes anglo-saxon et français présentés comme les plus voraces. La France et l'Angleterre ne se battaient plus pour la liberté des peuples engagés dans la guerre mais pour leur asservissement. L'opportunisme maintenant, c'était avec l'impérialisme allemand, pas une parole de condamnation de l'occupation de plusieurs états européens, des révoltantes brutalités des bandes hitlériennes contre le peuple juif. Comme l'a observé **Trotsky** :

« Ce n'était pas de l'internationalisme, plutôt une variante déformée du patriotisme. Ces messieurs considèrent que leur patrie, c'est le Kremlin, par une variante déformée du patriotisme car leur bien-être dépend de lui ».

Ce virage à 180° provoqua un débat dans les rangs du PCI. Dans le groupe dirigeant, on se montra perplexe quant à cette ligne ; **Terracini** et **Carilla Rayera** réfutèrent l'équivalence absolue entre les puissances de l'Axe, soulignant que l'existence de libertés démocratiques limitées dans le monde anglo-saxon et en France tranchait la question de la prétendue équivalence entre les deux blocs impérialistes. Ils furent exclus du comité directeur des collectifs du *confina* du Venotene en 1943, quand la position officielle avait de nouveau changé et rappelaient celles qu'ils avaient soutenue en 1939. Trotsky avait dès 1940 prévu ce nouveau virage et ses conséquences sur le PC :

« L'amitié entre Hitler et Staline ne durera pas toujours et à la longue la politique extérieure du Kremlin opérera un nouveau tournant. Dans ce cas, la propagande de la Comintern changerait aussi. Si le Kremlin se rapprochait des démocraties, il ressortirait de l'arrière-boutique le Livre brun sur les crimes national-socialistes. Mais ce n'est pas pour cela que sa politique prendra un caractère révolutionnaire ».

[...] Le PCI avait inauguré le « *cours nouveau* » dès juillet dans une assemblée générale tripartite — PCI, PSI, GL — à Toulouse. En 1943, on ne parlait plus d'une révolution en deux étapes.

Secchia, l'homme du Ve congrès, rappelle la situation difficile que doit affronter le groupe dirigeant du PCI, puisque

« tandis qu'il développait son action politique sur la ligne de l'unité nationale, presque tous les groupes avec lesquels il prenait contact avaient une orientation très sectaire et pour cela étaient portés ou à ne rien comprendre ou à désapprouver les initiatives politiques du centre ».

Selon lui, les camarades qui venaient de prison ou d'exil ont été décisifs pour la construction d'un contrôle du groupe dirigeant sur le parti.

Le 10 juillet, les Alliés débarquèrent en Sicile et l'armée italienne se défit. Tout le monde cherchait à s'échapper. Les seules exécutions furent celles de petits chefs de la milice. Un énième signal d'alarme fut sonné le 19 juillet. L'aviation américaine avait violemment bombardé Rome. **Puntoni**, l'aide de camp du roi, nota dans son journal que la foule du quartier de Tiburtino et de San Lorenzo avait réservé à **Victor Emmanuel III** un accueil *« muet et hostile »*. En réalité ce fut un concert de sifflets et d'imprécations

Le résultat du vote du Grand Conseil du Fascisme ne fut qu'un atout constitutionnel supplémentaire aux mains de la camarilla monarchiste. Quand le Duce demanda au roi un délai de deux mois pour lâcher définitivement l'Allemagne, Victor Emmanuel III refusa. Le temps était passé de l'attente et du compromis. Il fallait agir vite. Pourquoi ?

A contre-cœur, toutes les fractions de la classe dominante tentèrent de chasser Mussolini par une opération chirurgicale, en espérant devancer le soulèvement populaire. Le roi nomma **Badoglio** Premier Ministre. Un général qui avait fait sa fortune, économiquement aussi, avec le fascisme. Le message radiophonique de 22h45 dans lequel Badoglio annonçait formellement la démission de Mussolini déclencha aussitôt des réactions d'enthousiasme dans le pays, la plupart n'ayant probablement pas accordé assez d'attention aux deux annonces successives *« La guerre continue »* et *« il ne sera toléré aucun trouble de l'ordre public »*.

Continuité du fascisme

La composition du premier gouvernement Badoglio montre la continuité politique de l'Etat bourgeois. A l'Intérieur arrive **Fornaciari**, préfet fasciste ; ministre de la Guerre, Dince, auparavant sous-secrétaire ; Garde des Sceaux, **Azzariti** ancien président du tribunal de la Race ; aux Finances, **Bartolini**, ex-directeur du Poligrafico de l'Etat, bastonné par ses subordonnés pour ses frasques fascistes ; les bonomistes n'ont eu que trois ministres avec **Piccardi** au Travail. Mussolini caractérise en ces termes la naissance du gouvernement Badoglio :

« Il me semble un bon gouvernement, et peut-être continuera-t-il l'orientation du précédent ».

En revanche les libéraux sont déçus par le petit nombre de responsabilités qui leur sont données. Dans un mémoire au roi que les bonomistes remettent à Badoglio, un passage explicite qu'il s'agit d'un discours de conservateur à conservateur :

« Un cabinet d'affaires aurait eu à lutter contre les forces de la réaction et la menace d'une nouvelle vague encore plus à gauche. Même s'ils le voulaient, catholiques, libéraux, démocrates seraient impuissants à le défendre ».

Dans l'appareil d'Etat, la collaboration entre fonctionnaires fascistes et caste militaire fut excellente. **Renzo Chierici** fut destitué du commandement de la Sécurité où revint **Carmine Senise**. Il collabora avec lui à la répression antipopulaire de ces journées. Le chef de la Milice, **Galbiati** déclara son amitié pour le chef des carabinieri et, avant d'être destitué, réunit l'état-major de la MVSN qui décida à l'unanimité de faire une déclaration de loyauté à la monarchie et à l'armée.

Le PNF s'écroula comme un château de cartes. Dans la soirée du 25, son secrétaire promit au commandant de l'arme des Carabiniers, le général **Cerica** d'envoyer un télégramme à tous les *Federali* pour les inviter à rester tranquilles, à veiller au grain et collaborer avec les autorités. Les déclarations de soumission se multiplièrent de la part de hiérarques qui avaient eu leur moment de puissance, comme Starace, lui et Vidussoni, l'ex-secrétaire du PNF.

Les seuls hiérarques qui approchèrent de l'organisation d'une résistance furent Pavolini et **Farinacci**, lequel se présenta à l'ambassade allemande, demanda 30 SS pour les rattacher à la division Littorio, l'unique force de milice redoutable du point de vue militaire, parce que dotée de 36 chars allemands Tigres. Le consul allemand Mackensen refusa son plan et Farinacci partit se mettre en sécurité en Allemagne.

Les mesures du gouvernement Badoglio voulaient arracher les oripeaux de l'ancien régime les plus haïs; entre le 29 juillet et le 2 août furent prononcées la dissolution du PNF, du Grand Conseil du Fascisme, de la Chambre des Faisceaux et Corporations etc. Le Tribunal spécial fut aboli. Mais tous ses pouvoirs furent transférés au tribunal militaire. On ne toucha pas au *confina*, institution odieuse du régime fasciste ; pendant les 45 jours, le Tribunal militaire condamna pour raisons politiques 3500 personnes dans seulement les vingt principales villes italiennes. La police politique fasciste, l'OVRA, ne fut pas dissoute. Une circulaire du 5 août du ministère de la Presse recommanda aux journaux de ne s'occuper « *d'aucune manière* » de l'OVRA. La liste des personnes touchant un salaire d'informateurs de l'OVRA du 30 juin est absolument identique à celle du 31 août postérieure. Même traitement compréhensif pour la milice dont le général **Armellini** avait été nommé chef en remplacement d' Albiati

Chez les chefs militaires, on pensait en général, que les intentions des travailleurs dépassaient de simples objectifs antifascistes. Un rapport de Turin du PS parle des travailleurs qui exigeaient « *la constitution immédiate de conseils d'entreprises et de fabriques, le licenciement immédiat des cadres et travailleurs squadristes, la libération des détenus politiques, tandis qu'apparaissaient des emblèmes subversifs comme les drapeaux rouges, les blouses rouges et des figurations de la faucille et du marteau* ».

De manifs de joie aux contres

A partir du 26 juillet, les travailleurs descendent spontanément dans la rue. Les symboles du régime sont démolis avec fureur. Le faisceau du Palais Chigi est démoli à coups de marteau et c'est presque quotidiennement que les sièges du PNF sont attaqués. Des squadristes reçoivent des râclées. Il arrive que des mots d'ordre soient scandés pour Badoglio, mais les illusions sur le maréchal seront brèves. Tout le monde veut parler politique, en savoir plus. En quelques minutes, le 12, sont vendus plus de 5 000 exemplaires de l'Édition extraordinaire de *l'Avanti*. Loin d'être marqués par des heurts entre fascistes et forces de l'ordre, les premiers jours après la chute de Mussolini ont été caractérisés par des heurts entre travailleurs et l'appareil répressif de l'Etat. Il y a de l'agitation dans les rangs de l'armée en Grèce et dans les Balkans où des milliers de soldats italiens rejoignent les formations de partisans.

Zangrandi a relevé qu'en Italie, dans certains centres, des soldats allemands ont fait la fête avec le peuple. Germes d'une solidarité de classe internationaliste. Le gouvernement a décrété l'état de siège, le couvre-feu, la censure, l'interdiction de reconstituer des partis politiques, d'afficher journaux ou manuscrits, l'incrimination comme suspecte de tentative d'insurrection, de toute personne faisant partie d'un regroupement de plus de trois personnes, l'interdiction de porter des insignes non nationaux, l'annulation de tout permis de port d'armes, l'obligation de laisser allumée la lumière de l'entrée et l'ordre de tirer les persiennes pendant le couvre-feu. Aucune amnistie.

Dans les grands centres industriels du pays on en vint spontanément à la grève générale. Le 26 juillet, **Roatta** avait conseillé aux commandants locaux de l'année la sévérité dans la façon de traiter « *les troubles de l'ordre public* ». C'est la tristement célèbre circulaire Roatta.

Quelques exemples : abandonner le système anté-diluvien qui consiste à laisser au contact la troupe et les manifestants qui peuvent ainsi faire pression, ordre de marcher sur tous les fauteurs de troubles et de tirer sans avertissement ni sommation, même au mortier ou canon, exécution immédiate des fauteurs de trouble et des soldats qui hésitent face aux manifestants. C'est un programme de guerre civile. L'insistance sur la nécessité de faire feu s'explique par la volonté des créer une barrière de sang entre manifestants et soldats.

Nonobstant cette directive, l'armée a souvent refusé de tirer. Dans les usines, on réalise l'épuration au cri de « *Chassons les fascistes* » sans douceur. Des commissions internes, élues par les ouvriers, se heurtent aux patrons. Il y a des morts dans les manifestations : 9 à Reggio d'Emilia, 23 à Bari et des dizaines de blessés. Mais les ouvriers et paysans du Sud ont perdu la peur et affrontent les soldats sans faiblir. Le caractère paysan est marqué là où l'on s'en prend au rôle des impôts.

La tentative de libérer les prisonniers antifascistes démontre le caractère politique des manifestations. A Milan, les manifestants attaquent les Carceri Nuove et libèrent 400 « politiques ». A Rome, la garde de Regina Coeli préfère lâcher un millier de « *droit commun* » et garder leurs politiques.

Lorsque, le 28, **Bonomi** et **V.E. Orlando** ont présenté au gouvernement leur requête de libération immédiate de tous les prisonniers politiques, il leur fut répondu que cela alarmerait les Allemands. Face aux protestations ultérieures de **Giorgio Amendola**, du PCI, le chef de la police répond avec beaucoup de « *candeur* » :

« *Croyez-vous que nous puissions remettre en circulation des milliers de subversifs sans prendre des mesures de prudence ?* »

Au début, Badoglio et le roi mettent un veto de principe à la libération d'anarchistes et de communistes. Nombre de militants politiques de base, surtout s'ils étaient des ouvriers communistes ou des Slaves, n'ont pas été libérés et l'autorité badoglienne les livra directement aux nazis. L'absence d'une amnistie générale s'accompagnait d'un processus de « *sélection* » politique lors de la libération des prisonniers politiques. Le critère du gouvernement dans cette affaire était la disponibilité manifestée pour la collaboration de classe par le candidat à la libération, comme s'en sont aperçus Romita et Vernocchi, dirigeants socialistes, dans leur entretien avec **Senise** pour faire libérer Buozzi, **Nenni** et autres.

A la réunion du 26 à Milan, libéraux et DC insistent pour que le comité maintienne une position de confiance dans le gouvernement Badoglio, ainsi que l'actionniste **Ferruccio Parti**, plus tard chef partisan et président du conseil, qui manifeste ses préoccupations devant la continuation de la grève générale. **Bonomi** a reconnu dans son *Journal* que les manifestations furent « *plus importantes que prévu* », l'antifascisme qu'il représentait n'apparut nulle part. Dans l'unique discours qu'il prononça en ces jours, il rappela le devoir de « *respecter l'ordre. La liberté naît de l'ordre* ».

C'est seulement quand la grève générale était déjà devenue une réalité dans les principaux centres industriels du Nord et en Toscane, que le Comité antifasciste lança un appel pour « *une grève de dix minutes par jour* » sans doute pour créer une autorité suffisante pour pouvoir ensuite inviter les travailleurs à mettre fin à leur agitation comme cela fut fait le 30 juillet, tout en exprimant leur satisfaction pour la décision prise au conseil des ministres du 29 juillet.

Le MUP aussi s'aligna sur cette politique. En réalité la grève avait commencé à s'effilocheur toute seule à partir du 28. La répression déchaînée par le gouvernement Badoglio pesait d'un poids énorme. Dans quelques-unes des usines les plus importantes, comme à Alfa-Romeo il y avait des services d'ordre spéciaux avec dans l'entrée des piquets et des mitrailleuses pointées. Pourtant, dans une circulaire du 30, le commandant de l'Armée, le général Cerica invitait les commandants de la périphérie à ne pas considérer le retour au calme pour un phénomène de longue durée. Selon Cerica, il est logique de s'attendre à un effort d'organisation des travailleurs pour aller plus loin. A Gênes, les travailleurs avaient élu et imposé aux patrons leur commission interne. Le 31 juillet, un décret du gouvernement Badoglio confiait nomination des responsables syndicaux à la préfecture locale. Les ouvriers génois ont riposté par la grève et à la fin, le commissaire du préfet s'est retiré en bon ordre et les patrons, devant la détermination ouvrière, ont reconnu la commission interne directement élue par les travailleurs. Cette victoire a impressionné la bourgeoisie :

« *La preuve de la capacité démocratique et organisationnelle fournie par les travailleurs, répand la conviction de leur arrivée prochaine au gouvernement. Laissant à beaucoup l'impression que l'Italie deviendra très vite une République socialiste* ».

La Maison de Savoie et le gouvernement étaient divisés sur la ligne politique à adopter dans les confrontations avec l'antifascisme... Contre la collaboration, il y avait Victor Emmanuel III, Badoglio était plus possibiliste. En effet le ministre du Travail **Piccardi proposa à Bruno Evozzi** déjà secrétaire de la CGL et socialiste réformiste, de reconstruire la confédération syndicale italienne.

La ligne Badoglio-Piccardi prévalut, valorisée par le mémoire que le responsable syndical du PCI **Roveda** envoya le 1er août au général Ruggero. **Buozzi** devint secrétaire général des travailleurs de l'industrie, flanqué du communiste Giovanni Roveda et du DC Quarello ; Grandi, DC, devint responsable des travailleurs agricoles, flanqué de Lizzadri et du vieux chef des Pouilles **Di Vittorio** qui avait pris la tête du syndicat des *braccianti*.

Après le conflit de Gênes, le gouvernement accepta d'abandonner la pratique des nominations préfectorales des dirigeants des confédérations syndicales. Roveda l'avait-il convaincu avec ses arguments « *gouvernementaux* » que c'était mieux pour l'ordre ? Relevons aussi, venant de France, une *Lettre de Spartaco* critiquant la collaboration de communistes avec les agents hitlériens du gouvernement Badoglio.

Le gouvernement temporisait. L'attaché militaire allemand à Rome, von Rintelen écrivait que seul le gouvernement Badoglio pouvait empêcher l'Italie de glisser vers le communisme. Le 13 août, von Ribbentrop s'inquiétait d'une chute éventuelle de Badoglio, et de son remplacement par des hommes aux « *idées de gauche avancées* ». De son côté, **Churchill** se félicite de l'action de Badoglio qui va dans le sens de la politique des Alliés, « *faire obstacle en Italie au chaos, à la guerre civile* ».

Mythe et réalité du débarquement allié

Une grande partie de l'historiographie et des livres de textes lient l'intervention militaire des Anglo-Américains au retour de la démocratie et de la liberté. Cette idée est si ancrée dans l'opinion commune que l'on parle des « *armées libératrices* ». Aujourd'hui nous savons que l'OSS (Office of strategic Services), antenne de la CIA, a enrôlé des éléments-clés de la Mafia pour gérer le débarquement. Churchill et Roosevelt l'ont utilisée parce qu'elle paraissait alors la force la plus apte à maintenir l'ordre capitaliste en Sicile. Avant de débarquer, ils pensaient déjà à « l'après ». Earl Brennan, chef de la section d'intervention rapide de l'OSS prit contact dès le printemps avec des gens de l'OVRA, élément de la Fronde fasciste et avec l'Ordre maçonnique; par la suite, il se rendit au Canada pour y rencontrer des mafiosi en exil. Le syndicaliste de l'AFL **Luigi Antonini** fut encouragé par le Département d'Etat à former

Italo-American Labor Council (IALC) «avec l'objectif spécifique d'aider les forces militaires des USA et des Alliés». Fin 1942, elle appuyait économiquement les courants bourgeois et socialiste de droite qui pouvaient constituer un contrepoids à l'hégémonie stalinienne. Le **labor branch** de l'OSS fut constamment conseillé par l'ex-militant socialiste **Serafino Romualdi**.

La tactique d'infiltration dans les syndicats ouvriers était complémentaire d'un appui ouvert à la bourgeoisie. En Sicile, cela voulait dire s'allier à la Mafia. A peine débarqués, deux agents de l'OSS V. Corvo et M. Scamporino accostèrent rapidement dans l'île de Favignana pour libérer quelques mafiosi confinés là par le régime fasciste. Le pivot des opérations politiques en Sicile fut le parrain «**Lucky**» **Luciano**, qui purgeait trente ans de réclusion dans la prison spéciale de Dannemara. C'était le parrain italo-américain le plus lié au monde politique sicilien. Pour les services rendus, il a été libéré de prison en 1946 après dix ans seulement avec pour seule clause de revenir en Italie. Le gouverneur militaire de Palerme, le colonel **Ch. Poletti** prit dans son état-major **Dam Lumia**, neveu d'un capomafia et **Vito Genovese** revenu en Sicile en 1936 parce que traqué par les tribunaux américains et en bons rapports alors avec des notables fascistes. En outre les nominations de maires privilégièrent systématiquement grands propriétaires et *capimafia* qui formèrent ensuite le noyau de la DC et du mouvement séparatiste le MIS. A Palerme, le nouveau maire fut **Lucio Talca**, frère de ce baron **Paoli Talca Bordonaro**, leader de l'indépendantisme sicilien auquel il avait donné une base politique réactionnaire avec son «*Origine du latifundia*». Les «guerriers» de «**don**» **Vizzini** obtenaient des ports d'arme en règle, accordés par les carabinieri avec l'appui du Civil Affairs Office de Musumeli. Dans ses études sur l'indépendantisme sicilien **S. Barbagallo émet** l'hypothèse que 90 % des maires nommés par l'AMGOT (l'administration militaire américaine) avaient des liens directs ou indirects avec la Mafia. La répression anticommuniste n'a pas tardé à se déployer. Arrestations, fermetures de journaux et de sièges, reprise du confino. Les troupes alliées assumaient directement la fonction de répression des luttes paysannes et ouvrières comme à l'été 1943 à l'occasion de l'occupation des terres du Marquisat de Crotona. En règle générale pourtant, ils préféraient confier cette fonction aux carabinieri à cause aussi du mécontentement qui grandit à cette occasion parmi leurs propres soldats.

Une histoire passée sous silence, de nombreux soldats américains et anglais participèrent à la reconstruction du mouvement ouvrier italien. Beaucoup étaient des fils d'émigrés anarchistes et socialistes du début du siècle. Un cas particulier fut celui de **Charlie Van Gelderen**, récemment disparu, un sud-africain du RCP qui joua un rôle central dans la reconstruction de la section italienne de la IVe Internationale. Grâce à l'aide d'un soldat américain membre du Workers Party Van Gelderen rencontra au début de 1944 à Naples le principal dirigeant des trotskystes italiens, **Nicola Di Bartolomeo**, qui militait alors au PSIUP reconstitué et sa jeunesse où circulaient les écrits du révolutionnaire russe.

Contrairement à la ligne successivement approuvée par les trotskystes italiens de se constituer en parti indépendant, le Parti ouvrier communiste (PIC), van Gelderen continua de donner son appui, mettant en contact Di Bartolomeo et ses camarades avec les regroupements à la gauche du PCI. Ses mouvements étant facilités par son grade de caporal, van Gelderen rencontra Bordiga («*une dynamo humaine*»), et les dirigeants de la fraction de gauche des communistes et des socialistes, comme **Enrico Russo** et les frères Villope et ceux du Centre Marxiste d'Italie.

La deuxième vague : vers une dualité de pouvoir

Les 16-17 août commença une nouvelle vague de grèves. On retrouvait, dans les rues des centres urbains, des chars armés et des patrouilles, mais, comme le dit un rapport interne du PCI «*Cela excite encore plus les ouvriers et la population*».

Les ouvriers parlaient ouvertement de soviets ou de Conseils ouvriers. La radicalité de ce mouvement alarma tout le monde. Le 19 la grève était générale. Dans de nombreuses villes y participaient aussi

des employés, des artisans et des commerçants. Le sommet du mouvement continuait à être à Turin, où se formaient des embryons de milices ouvrières.

Les Alpini aussi, refusant d'obéir aux ordres de leurs supérieurs, incitaient les ouvriers à faire grève. Le gouvernement avait l'œil sur d'importantes négociations en cours pour l'armistice qui devaient être suivies de manifestations de rue et prièrent les nouveaux responsables syndicaux de calmer les ouvriers. Buozzi et Roveda arrivèrent à Turin le 20 août dans un avion ministériel et donnèrent l'assurance que le gouvernement avait rapidement reconnu la Commission interne et que l'armée allait être placée loin des usines. De très nombreux détenus politiques furent libérés dans la dernière décennie d'août sous la poussée du mouvement insurrectionnel. Ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que le gouvernement Badoglio a reçu là une bouteille d'oxygène de l'embrassade des dirigeants de l'antifascisme ouvrier.

Badoglio et ses conseillers sont partis du souvenir de la conduite politique de ces dirigeants réformistes de la CGL pendant le « *Biennio rosso* ». Le PCI et le PSI ont clairement montré leur nature de défenseurs de l'ordre capitaliste. La lutte et les revendications ouvrières tendant à créer une dualité de pouvoir devaient être ramenées sur le terrain de la légalité bourgeoise. Mieux vaut arracher au gouvernement la Commission interne, en maintenant ses fonctions sur un terrain purement syndical plutôt que de voir surgir de bas conseils ouvriers, embryons d'un pouvoir ouvrier. Le protocole officiel pour le rétablissement des Commissions internes fut signé par le gouvernement et les syndicats le 2 septembre quand les généraux préparaient déjà leur fuite.

L'armistice du 8 septembre

Ce fut l'écroulement total de l'appareil d'Etat bourgeois. Badoglio chercha à maintenir la continuité juridique et un peu plus que le morceau brindisien de la péninsule. PSIUP et PCI, au lieu de développer une propagande cherchant à briser l'armée sur une base de classe ont misé sur tous les généraux badogliens. Ces derniers, au moment décisif, ont suivi leur précis instinct de classe et ont refusé de remettre les armes aux travailleurs pour se mettre d'accord avec les hiérarques avant de s'enfuir. Seuls quelques officiers subalternes s'unirent aux travailleurs et aux étudiants. Nous sommes aujourd'hui au courant des désertions continuelles qui ont frappé les troupes allemandes à partir du 8 septembre. Cela résulte clairement d'un rapport du PCI de septembre 1943 où l'on peut lire :

« D'une sorte d'enquête et de constatations, il résulte que les soldats allemands sont hostiles aux SS, qu'ils sont las de la guerre et que beaucoup sont démoralisés ; que de petits groupes de soldats allemands cherchent des vêtements civils pour désertier, ou s'ils l'ont déjà fait tentent d'aborder cordialement la population surtout dans les usines et les soldats allemands s'approchent des ouvriers — comportement typique dans l'aéronautique, où on abandonne un moment le poste de garde et les armes pour commencer à parler avec les ouvriers pendant qu'ils mangent ou travaillent ».

Le groupe *Bandera rossa* de Milan, la *Frazione* de Naples et le Partito Comunista internazionalista de **Damen** et **Jack**, vieux partisans de la Sinistra comunista, furent pratiquement les seules voix qui s'abstinrent de la « *chasse à l'Allemand* » et firent en direction des soldats de la Wehrmacht une propagande de classe.

Les directions socialiste et communiste sondèrent les commandements territoriaux pour que le peuple puisse recevoir des armes. Dans un mémoire du 30 août au CC des oppositions et au gouvernement, la direction du PCI définit le caractère qu'elle entendait donner à la lutte qui se profilait:

« Organiser la collaboration armée de l'armée et de la population en procédant à la formation et à l'armement d'unités populaires qui, reprenant les glorieuses traditions garibaldiennes du Risorgimento,

donnent à la guerre un caractère clair et précis de libération et d'indépendance nationale ; stabiliser dans toutes les localités contacts et accords entre le commandement militaire et les représentants du Front national pour faire face à toutes les exigences de la lutte ».

La ligne d'unité nationale pratiquée pendant les « 45 jours » posa les bases de la formation de nombreux groupes d'opposition de gauche dans le PCI et le PSIUP. A Rome commença à se structurer *Bandiera rossa*, organe du Mouvement communiste d'Italie, dont les militants participaient activement à la défense de Rome. Dans un tract diffusé le 14 août, probablement du MCd'I, il y avait une comparaison entre Badoglio et Kerenski, affirmant que le gouvernement devait « *recourir aux vieilles cariatides de la démocratie et demander l'aide de la social-démocratie dans la tentative d'étouffer le mouvement qui étouffe les masses ouvrières* ». Le tract se terminait par « *Vive la révolution prolétarienne !*»

A Turin, un groupe important d'ouvriers de la FIAT liés au PCI s'opposa d'abord à la ligne de collaboration de classe suivie pendant les « 45 jours » et ensuite à la décision du départ pour « *la montagne*» de presque tout le comité fédéral turinois du PCI. Au début, il se présentait comme «un *courant critique* » à l'intérieur du PCI, mais, en décembre 1943, ils lancèrent *Stella rossa*, organe du Parti communiste intégral, qui arriva à compter à Turin plus de 2000 membres, presque tous ouvriers, avant de confluer de nouveau avec le PCI en juillet 1944. En octobre 43, la gauche du PSIUP, sous la direction du vice-secrétaire Carlo Andreoni des « *Jeunes Turcs* » présenta à l'exécutif du parti un ordre du jour dans lequel était critiquée la politique suivie pendant les « 45 jours » parce que « *les trois partis de droite ont réussi de façon brillante à paralyser ou au moins embrouiller la gauche dans une stérile collaboration politique, dans laquelle la gauche était la seule à faire des concessions* ». Il qualifiait de *Concordia discors* le rapport entre le Comité des Oppositions et le gouvernement Badoglio et s'en prenait à la politique « *patriotarde* » du PCI. L'absence d'une formation trotskyste organisée pendant les mois étudiés a fait un mal énorme à la formation d'un parti révolutionnaire. Les militants trotskystes italiens étaient au *confina* ou dans une prison italienne ou française, isolés et persécutés par les staliens. Mais ils faisaient peur. Pietro Tressa (Blasco), le plus grand militant trotskyste italien, ami de Gramsci, fut assassiné en octobre 1943, avec trois de ses camarades après une évasion de masse de la prison du Puy-en-Velay. On peut imaginer que son retour en Italie au bord de la révolution préoccupait le Kremlin et les réformistes de toutes couleurs présents en Italie.